

Brochure n° 3073

Convention collective nationale

**IDCC : 86. – ENTREPRISES DE LA PUBLICITÉ
ET ASSIMILÉES**

ACCORD « SALAIRES » DU 8 SEPTEMBRE 2010

NOR : ASET1051387M
IDCC : 86

PRÉAMBULE

Les organisations syndicales représentatives de salariés et les organisations professionnelles d'employeurs soussignées réunies en commission paritaire des salaires et de la convention collective se sont accordées sur de nouveaux niveaux de salaires minima conventionnels.

Les parties signataires conviennent de procéder à une augmentation des salaires minima conventionnels en deux temps, tout d'abord au 1^{er} septembre 2010, puis au 1^{er} janvier 2011.

Article 1^{er}

Niveaux de salaires minimaux conventionnels

**1.1. Niveaux de salaires minimaux conventionnels
au 1^{er} septembre 2010 (*)**

Appointements mensuels bruts

(En euros.)

CATÉGORIE	NIVEAU	SALAIRE
1 ^{re} catégorie Employés	I débutant (**)	1 344,77
	II	1 353,00
	III	1 372,00

CATÉGORIE	NIVEAU	SALAIRE
	IV	1 439,00
2 ^e catégorie Techniciens et agents de maîtrise	I	1 483,00
	II	1 528,00
	III	1 575,00
	IV	1 671,00
3 ^e catégorie Cadres	I débutant (***)	1 820,00
	II	1 997,00
	III	2 353,00
	IV	3 082,00
(*) Sous réserve que l'accord soit applicable, à cette date, dans l'entreprise. (**) Pendant 6 mois. (***) Pendant 1 an.		

1.2. Niveaux de salaires minima conventionnels au 1^{er} janvier 2011 (*)

Appointements mensuels bruts

(En euros.)

CATÉGORIE	NIVEAU	SALAIRE
1 ^{re} catégorie Employés	I débutant (**)	1 358,22
	II	1 367,00
	III	1 386,00
	IV	1 453,00
2 ^e catégorie Techniciens et agents de maîtrise	I	1 498,00
	II	1 543,00
	III	1 591,00
	IV	1 688,00
3 ^e catégorie Cadres	I débutant (***)	1 838,00
	II	2 017,00
	III	2 377,00
	IV	3 113,00

CATÉGORIE	NIVEAU	SALAIRE
(*) Sous réserve que l'accord soit applicable, à cette date, dans l'entreprise.		
(**) Pendant 6 mois.		
(***) Pendant 1 an.		

En l'état de signature du présent accord et sans préjudice de l'issue des futures négociations, l'appointement annuel brut garanti à un salarié, sous réserve de sa présence effective durant 12 mois, correspond à la somme des appointements mensuels bruts minimaux auxquels il a pu prétendre au cours des 12 derniers mois.

Les dispositions de l'article 1^{er} du présent accord se substituent au I « Salaires minimaux conventionnels » de l'annexe III de la convention collective nationale des entreprises de la publicité et assimilées. Les autres dispositions demeurent inchangées.

Article 2

Egalité salariale entre les femmes et les hommes

Tout employeur est tenu d'assurer, pour un même travail ou pour un travail de valeur égale et à ancienneté égale, l'égalité de rémunération entre les femmes et les hommes. Le respect de ce principe constitue un élément essentiel de la dynamique de l'égalité professionnelle et de la mixité des emplois.

Les parties signataires recommandent aux entreprises de la branche :

- d'analyser les salaires effectifs par classification et par sexe, en moyenne et en répartition ;
- de mesurer les écarts éventuels par rapport à l'objectif d'égalité salariale homme-femme, en prenant notamment en compte l'âge de chaque salarié et son ancienneté dans sa classification ;
- de définir et de mettre en œuvre les mesures permettant de supprimer les écarts de rémunérations entre les femmes et les hommes dans le cadre des négociations salariales d'entreprise afin d'atteindre l'égalité salariale homme-femme.

Les parties signataires rappellent, par ailleurs, que les partenaires sociaux de la branche de la publicité ont signé le 18 décembre 2008 la « Charte des bonnes pratiques en matière d'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes dans les entreprises de la branche de la publicité » qui contient notamment des modèles d'indicateurs permettant aux entreprises de procéder à des analyses statistiques salariales.

Article 3

Engagement sur l'ouverture de négociation

Les parties signataires s'engagent à ouvrir au plus tard le 30 mars 2011 une négociation dans l'objectif de revoir la structure de l'avenant n° 15 (Classifications) en regard, d'une part, des implications sur l'évolution de la grille des salaires minimaux annuels et, d'autre part, de la nécessité de prendre en compte dans la grille illustrative les nouveaux métiers émergents, notamment ceux qui ont été reconnus par les accords ayant créé les certificats de qualification professionnelle de la branche de la publicité.

Article 4

Délais de mise en œuvre

La mise en œuvre de cet accord, avec la prise en compte de tous ses effets conventionnels, doit intervenir au sein des entreprises au plus tard le 1^{er} septembre 2010 pour la première augmentation, puis au 1^{er} janvier 2011 pour la seconde.

Article 5

Suivi de l'accord

Les parties feront le bilan du présent accord à l'échéance du 30 avril 2011 et étudieront conjointement les perspectives d'évolution des salaires minimaux conventionnels.

Article 6

Durée, publicité et dénonciation

Le présent accord sera déposé auprès des services centraux du ministère chargé du travail et du conseil de prud'hommes du lieu de conclusion.

Le présent accord est conclu pour une durée indéterminée.

Il pourra être révisé dans les conditions prévues aux articles L. 2261-7 et L. 2261-8 du code du travail et dénoncé conformément aux dispositions des articles L. 2261-9 à L. 2261-13 du code du travail.

Cet accord de branche fera l'objet d'une demande d'extension.

Fait à Paris, le 8 septembre 2010.

Suivent les signatures des organisations ci-après :

Organisations patronales :

AACC ;
UPE ;
PRESSPACE ;
SPG ;

SNA ;
SNPTV ;
UDECAM.

Syndicats de salariés :

FE FO ;
F3C CFDT ;
SNPEP FO.

